

Industrie de l'humour et l'après-COVID

Impacts économiques pour le secteur des arts et spectacles

Frédéric Laurin, PhD
François Brouard, DBA, FCPA, FCA
Octobre 2020

La présente note de recherche présente certains résultats d'une enquête québécoise (pour plus de détails voir Laurin (2020)), en soulignant plus particulièrement le secteur des arts, spectacles et loisirs, lorsque des données sont disponibles.

Faits saillants

- L'impact économique de la crise de la COVID-19 sur les entreprises du Québec est important.
- Le secteur d'activité des arts, spectacles et loisirs est, sans surprise, parmi les plus touchés compte tenu de la difficulté d'opérer en contexte de distanciation sociale.
- Sans être complètement catastrophique considérant la gravité de la situation, les entreprises québécoises anticipaient au début du confinement tout de même une situation économique difficile dans les mois subséquents.
- Dans l'ensemble de l'échantillon, on peut conclure que le moral des agents est modéré.
- Les principaux impacts spécifiques de la crise sont la crainte de perdre des contrats et de la clientèle; le niveau critique des liquidités (difficultés à payer les frais fixes) et la santé psychologique des employés et du PDG.
- Une grande majorité des entreprises répondantes (70%) ont bénéficié de l'une ou l'autre des mesures d'aide du gouvernement fédéral et/ou provincial mises sur pied en raison de la COVID-19. Le secteur des arts, spectacles et loisirs n'est pas celui qui en a bénéficié le plus. Ce constat est peut-être à mettre en lien avec l'inadéquation des programmes d'aide à la réalité de certains secteurs d'activité plus touchés, en particulier celui des arts et de la culture.

De concert avec l'Institut de recherche sur les PME (INRPME) associé à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) a développé avec l'économiste et professeur Frédéric Laurin une enquête sur les impacts régionaux de la crise de la COVID-19 auprès des entreprises et des organisations dans les régions administratives du Québec. Même si cette enquête n'est pas spécifique à l'industrie de l'humour, une meilleure connaissance du secteur des arts et spectacles aide à mieux comprendre la situation dans l'industrie de l'humour.

Impacts économiques de la crise de la COVID-19

L'impact économique de la crise sur les entreprises du Québec est important.

- Arrêt des activités économiques: Plus de la moitié des répondants (54,5%) ont indiqué que plus de 50% des activités de leur entreprise (production ou prestations de services) étaient à l'arrêt pendant la pause, dont 21,7% ayant connu un arrêt complet.
- Baisse de revenus: 44,8% des entreprises ont subi une baisse de revenus de plus de 50% à cause des événements liés à la crise de la COVID-19.
- Nombre de contrats et de commandes: Une majorité d'entreprises (57,3%) ont connu de fortes diminutions du nombre de contrats et de commandes.

En ce qui concerne les licenciements (temporaires ou permanents) liés à la pause de la COVID-19, le portrait est plus contrasté que pour l'arrêt des activités économiques, puisque 38% des entreprises n'ont pas mis d'employés en chômage ou sinon très peu (de 1% à 15% des employés). Mais en même temps, 33,7% des répondants ont mis à pied plus de 75% de leurs employés, dont 19,3% des entreprises ayant licencié tous leurs employés.

Impacts sectoriels

Les secteurs d'activité les plus touchés par la pause, sans surprise, sont ceux qui peuvent que difficilement opérer en contexte de distanciation sociale ou de télétravail, soit les arts, spectacles et loisirs, ainsi que le secteur de la restauration et de l'hébergement. Les tableaux 1 à 9 présentent divers renseignements et indices d'impact sectoriel. Peu importe la variable d'impact considérée, les données montrent essentiellement un classement très similaire.

Concernant plus spécifiquement la réduction des activités de l'entreprise pendant la pause sanitaire, 79,5% des entreprises des arts, spectacles et loisirs étaient à plus de 75% à l'arrêt. Cependant, en termes de revenus plus spécifiquement, c'est le secteur de la restauration et de l'hébergement qui a connu des diminutions de revenus beaucoup plus fortes relativement aux arts, spectacles et loisirs.

Tableau 1 – Impact économique - Indice d'impact total pondéré, par secteur d'activité

72. Services d'hébergement et de restauration	+	69,89
71. Arts, spectacles et loisirs	Arts	60,89
Total Québec	Québec	43,84
52. Finance et assurances	-	11,16

Tableau 2 – Activités de l'entreprise - Indice d'évolution pondéré, par secteur d'activité

71. Arts, spectacles et loisirs	+, Arts	82,47
Total Québec	Québec	53,81
52. Finance et assurances	-	13,20

Tableau 3 – Activités de l'entreprise – Part des entreprises en forte baisse

71. Arts, spectacles et loisirs	+, Arts	79,5%
Total Québec	Québec	41,3%
52. Finance et assurances	-	3,0%

Tableau 4 – Revenus - Indice d'évolution pondéré, par secteur d'activité

72. Services d'hébergement et de restauration	+	74,76
71. Arts, spectacles et loisirs	Arts	54,31
Total Québec	Québec	44,88
52. Finance et assurances	-	12,33

Tableau 5 – Revenus - Part des entreprises ayant connu une baisse

72. Services d'hébergement et de restauration	+	86,0%
71. Arts, spectacles et loisirs	Arts	59,0%
Total Québec	Québec	46,3%
52. Finance et assurances	-	3,4%

Tableau 6 – Nombre de contrats - Indice d'évolution pondéré, par secteur d'activité

72. Services d'hébergement et de restauration	+	46,11
71. Arts, spectacles et loisirs	Arts	44,10
Total Québec	Québec	31,63
21. Extraction minière, ... pétrole et gaz	-	6,67

Tableau 7 – Nombre de contrats - Part des entreprises ayant connu une forte baisse

72. Services d'hébergement et de restauration	+	93,3%
71. Arts, spectacles et loisirs	Arts	88,5%
Total Québec	Québec	60,9%
52. Finance et assurances	-	16,1%

Tableau 8 – Licenciements - Indice d'évolution pondéré, par secteur d'activité

72. Services d'hébergement et de restauration	+	80,15
71. Arts, spectacles et loisirs	Arts	57,68
Total Québec	Québec	44,60
52. Finance et assurances	-	7,83

Tableau 9 – Licenciements - Part des entreprises ayant connu une forte baisse

72. Services d'hébergement et de restauration	+	79,5%
71. Arts, spectacles et loisirs	Arts	52,6%
Total Québec	Québec	36,1%
52. Finance et assurances	-	3,3%

Impacts sur le moral des entreprises

Sans être complètement catastrophique considérant la gravité de la situation, les entreprises québécoises anticipaient au début du confinement tout de même une situation économique difficile dans les prochains mois.

- Concernant le développement de leur entreprise, la part des répondants plutôt optimistes est de 45,7%, contre 31,2% des répondants plutôt pessimistes.
- Concernant la conjoncture économique générale, la part des plus pessimistes monte à 46,8% contre 23% pour les plus optimistes.
- Ce pessimisme amène les entreprises à réduire les investissements prévus. Plus du quart des entreprises (28,6%) pensent devoir réduire leurs investissements de plus de 50% considérant la crise. Par contre, presque la même proportion de répondants (27,9%) estiment qu'ils continueront à investir les mêmes montants, selon la planification d'avant-crise, ou qu'ils augmenteront même les investissements.

Le classement par secteur d'activité du niveau d'optimisme des répondants est fortement lié à celui des impacts économiques. En effet, les secteurs les plus optimistes correspondent approximativement à des secteurs de services qui ont été peu touchés par la pause sanitaire et qui peuvent maintenir leurs activités en télétravail. À l'opposé, les secteurs les plus pessimistes sont aussi ceux les plus touchés, incluant les arts, spectacles et loisirs. Les tableaux 10 à 13 présentent divers renseignements et indices d'évolution sur le moral des entreprises et les anticipations.

Tableau 10 – Investissements - Indice d'évolution pondéré, par secteur d'activité

72. Services d'hébergement et de restauration	+	5,57
71. Arts, spectacles et loisirs	Arts	5,24
Total Québec	Québec	4,17
91. Administrations publiques	-	2,78

Tableau 11 – Investissements - Part des entreprises prévoyant de fortes réductions

72. Services d'hébergement et de restauration	+	60,2%
71. Arts, spectacles et loisirs	Arts	47,2%
Total Québec	Québec	28,6%
91. Administrations publiques	-	3,7%

Tableau 12 – Développement de l'entreprise - Indice pondéré d'optimisme

55. Gestion de sociétés et d'entreprises	+	5,33
Total Québec	Québec	4,16
71. Arts, spectacles et loisirs	Arts	3,38
72. Services d'hébergement et de restauration	-	2,91

Tableau 13 – Conjoncture économique générale - Indice pondéré d'optimisme

21. Extraction minière, ... pétrole et gaz	+	5,33
Total Québec	Québec	3,55
71. Arts, spectacles et loisirs	Arts	3,15
51. Industrie de l'information et industrie culturelle	-	2,80

Impacts spécifiques de la crise

Les principaux impacts spécifiques de la crise sont:

- La Crainte de perdre des contrats et de la clientèle dans les prochaines semaines;
- Le niveau critique des liquidités (difficultés à payer les frais fixes);
- Il y a certaines craintes concernant la santé psychologique et le niveau d'angoisse, de découragement et/ou d'inquiétude des employés et du PDG;
- Par contre, 83% des répondants ont peu ou pas de crainte de faire faillite dans les prochaines semaines;
- Dans l'ensemble, le portrait sectoriel concernant l'ampleur de ces divers impacts spécifiques ressemble fortement à celui des impacts économiques globaux.

Le secteur des arts, spectacles et loisirs est parmi les plus touchés, sur tous les indicateurs, sauf, dans une moindre mesure, les difficultés d'approvisionnement. Le tableau 14 présente une moyenne des indicateurs d'impacts spécifiques sur les entreprises sur une échelle de 1 à 5.

Tableau 14 – Impacts spécifiques - Moyenne des indicateurs d'impact

72. Services d'hébergement et de restauration	+	3,01
71. Arts, spectacles et loisirs	Arts	2,78
Total Québec	Québec	2,45
91. Administrations publiques	-	1,69

Transformation et adaptation des entreprises

Certaines actions précises visant à se transformer et s'adapter à la situation ont été mise en œuvre par les entreprises.

- Les actions les plus mises en œuvre en réponse à la crise sont les mesures visant à s'adapter aux nouvelles règles sanitaires et la distanciation sociale dans l'entreprise, ainsi que, dans une moindre mesure, l'accélération de la transformation numérique et la révision ou élaboration de stratégies de gestion des risques.

- Les actions les moins mises en œuvre concernent l'accélération de la formation de la main-d'œuvre, les réflexions sur le développement de nouveaux marchés d'exportation, la réflexion sur la chaîne d'approvisionnement et l'accélération des investissements et des efforts en matière de développement durable. Le résultat sur la formation de la main-d'œuvre est surprenant compte tenu des avantages du programme actions concertées pour le maintien en emploi (PACME) du Gouvernement du Québec. Par contre, les projets de formation étant acceptés jusqu'au 30 septembre 2020, il est possible que ces formations soient intervenues après la fin de la collecte de données de cette enquête.

Le secteur des arts, spectacles et loisirs, qui est aussi un des secteurs fortement touchés par la pause, a fait pourtant montre d'une moindre propension à mettre en œuvre ces actions. Il est possible que ces actions soient intervenues après la fin de la collecte de données de cette enquête compte tenu des mesures sanitaires très restrictives pour le secteur des arts et de la culture (voir notes GRIH 2020-03NR et 2020-05NR). Le tableau 15 présente une moyenne des indicateurs des actions de transformation et d'adaptation sur les entreprises sur une échelle de 1 à 5.

Tableau 15 – Actions de transformation et d'adaptation – Moyenne des indicateurs

Finance et assurances	+	3,24
Total Québec	Québec	2,81
71. Arts, spectacles et loisirs	Arts	2,56
11. Agriculture, foresterie, pêche et chasse	-	2,45

Mesures gouvernementales de soutien

Une grande majorité des entreprises répondantes (70%) ont bénéficié de l'une ou l'autre des mesures d'aide du gouvernement fédéral et/ou provincial mises sur pied en raison de la COVID-19. Le sentiment des entreprises par rapport à la capacité des programmes à répondre à leurs besoins particuliers est plutôt modéré-élevé, avec une moyenne de 3,17 sur l'échelle de 1 à 5. Le tableau 16 présente le pourcentage des entreprises par secteur d'activité qui ont bénéficié de l'une ou l'autre des mesures d'aide du gouvernement fédéral et/ou provincial mises sur pied en raison de la COVID-19.

Tableau 16 – Pourcentage des entreprises qui ont bénéficié de mesures d'aide

41. Commerce de gros	+	90,0%
71. Arts, spectacles et loisirs	Arts	73,7%
Total Québec	Québec	72,2%
22. Services publics	-	43,5%

Le niveau d'approbation estimant que les programmes gouvernementaux répondent à leurs besoins est nettement plus faible pour certains secteurs qui sont pourtant plus touchés par la crise, soit les services d'hébergement et de restauration et les arts, spectacles et loisirs.

Ainsi, on constate que les secteurs où il y a le plus fort taux de bénéficiaires ne sont pas nécessairement ceux les plus touchés par la crise. En effet, le secteur fortement affecté des arts, spectacles et loisirs se classe au 10^{ième} rang pour ce taux de bénéficiaires.

Ce constat est peut-être à mettre en lien avec l'inadéquation des programmes d'aide à la réalité de certains secteurs d'activité plus touchés, en particulier celui des arts et de la culture. Le niveau d'approbation des répondants estimant que les programmes gouvernementaux répondent à leurs besoins est nettement plus faible pour les arts, spectacles et loisirs. C'est peut-être cette inadéquation des programmes d'aide qui explique le relativement plus faible taux de bénéficiaires de certains secteurs d'activité.

Le tableau 17 présente le degré d'adéquation des mesures gouvernementales mises en œuvre pour soutenir les entreprises et les organisations face à la crise de la COVID-19 et les besoins de leur entreprise, sur une échelle de 1 à 5 (faible à élevé). Parmi l'ensemble des entreprises n'ayant pas bénéficié de ces mesures gouvernementales, le principal motif (74,5%) est le fait de ne pas se qualifier comme entreprise aux différents programmes de soutien. Aussi, 14% des entreprises disent ne pas avoir besoin de ces aides.

Tableau 17 – Degré des mesures d'aide répondant aux besoins

44-45. Commerce de détail	+	3,5
Total Québec	Québec	3,2
71. Arts, spectacles et loisirs	Arts	2,8
61. Services d'enseignement	-	2,0

Écosystème entrepreneurial

Le besoin d'un soutien accru de l'écosystème entrepreneurial local afin de faire face aux défis de la crise et de les accompagner dans l'adaptation de leur entreprise est présent fortement ou très fortement chez 36,2% des répondants, contre une proportion un peu plus faible d'entreprises (33,6%) qui ressentent très faiblement ce besoin. La moyenne de l'échelle de 1 à 5 pour cet indicateur est de 2,98 sur 5, ce qui montre un niveau très modéré d'approbation.

Ce sentiment assez partagé des répondants s'applique aussi au degré d'accord sur le fait que la communauté d'affaires locale et les chambres de commerce représentent une source d'aide et de soutien importante, puisque 33,6% des répondants sont fortement ou très fortement d'accord avec cette affirmation, contre une part légèrement supérieure (34%) ne se disant pas ou peu en accord. C'est encore une fois dans les secteurs des services que l'on voit le plus haut niveau d'approbation, mais aussi les arts, spectacles et loisirs.

Le tableau 18 présente le degré par lequel il y a un besoin d'un soutien accru de l'écosystème entrepreneurial local (villes, MRC, organisations publiques de soutien aux entreprises, chambres de commerce et autres regroupements d'affaires, centres de recherche, etc.) afin de faire face aux défis de la crise et dans l'accompagnement.

Le tableau 19 présente le degré par lequel la communauté d'affaires locale et les chambres de commerce représente une source d'aide et de soutien importante pour mon entreprise (soutien mutuel de la communauté, écoute et échange, entraide, partage, rencontres virtuelles, etc.).

Tableau 18 – Écosystème entrepreneurial – Degré d'un besoin d'un soutien accru

56. Services administratifs, de soutien, gestion de déchets, ...	+	3,63
71. Arts, spectacles et loisirs	Arts	3,03
Total Québec	Québec	2,98
61. Services d'enseignement	-	2,00

Tableau 19 – Écosystème entrepreneurial – Degré d'aide par communauté locale

53. Services immobiliers et service de location	+	3,86
71. Arts, spectacles et loisirs	Arts	3,24
Total Québec	Québec	3,01
41. Commerce de gros	-	2,30

Méthodologie

Cette enquête de l'Institut de recherche sur les PME (INRPME) associé à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) et de la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) porte sur 1 298 entreprises à travers le Québec, sondées en ligne entre le 5 mai et le 30 juin 2020. L'échantillon est relativement représentatif de la diversité des secteurs d'activité au Québec répartis entre les 17 régions administratives (Laurin, 2020).

Il y a un taux de réponse élevé de répondants localisés en dehors des deux régions métropolitaines du Québec (Montréal et Québec) permettant de faire de l'analyse régionale. La répartition régionale est relativement représentative de l'ensemble du Québec, à l'exception de ces deux régions métropolitaines.

En termes de représentativité par rapport au PIB de chaque secteur d'activité, l'échantillon présente tout de même une large diversité sectorielle et, en général, semble suivre approximativement la répartition du PIB sectoriel du Québec (20 secteurs). Il y a toutefois une surreprésentation de certains secteurs d'activité, notamment du secteur des arts, spectacles et loisirs (#71), et une sous-représentation de certains autres secteurs.

Les secteurs sont définis selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Le secteur des arts, spectacles et loisirs (#71) «comprend les établissements dont l'activité principale consiste à exploiter des installations ou à fournir des services répondant aux intérêts de leur clients en matière de culture, de divertissement et de loisirs. Ces établissements assurent la production et la promotion de spectacles, d'activités ou d'expositions destinés au grand public; fournissent les compétences artistiques créatrices et techniques nécessaires à la

production de spectacles et de produits artistiques; préservent et exposent des objets et des sites présentant un intérêt historique, culturel ou éducatif; exploitent des installations ou assurent des services qui permettent à la clientèle de participer à des activités sportives ou récréatives ou de s'adonner à des passe-temps ou à des loisirs.» (Statistique Canada, 2018, p.491)

Certains indices d'impact sont calculés pour aider à saisir et comparer les différents concepts. Les tableaux présentant ces indices et la proportion des entreprises d'un secteur indiquent le secteur des arts, spectacles et loisirs (SCIAN #71), le secteur avec l'indice le plus élevé, celui du secteur avec l'indice le plus bas et la moyenne du Québec, lorsque disponible. Les échelles de mesure s'étendent entre 1 à 5 (1 = pas du tout d'accord, 5 = très fortement d'accord).

Conclusion

La COVID-19 amène une véritable crise dans le monde et dans le secteur culturel. L'industrie de l'humour ne fait pas exception. Dans le contexte d'une pandémie mondiale, le Groupe de recherche sur l'industrie de l'humour (GRIH) de la *Sprott School of Business* de l'Université Carleton propose certaines réflexions pour comprendre et mieux rebondir par la suite. Cette note fait partie d'une série de notes de recherche du GRIH sur l'après-COVID-19.

Une meilleure connaissance des impacts économiques régionaux québécois et par secteur d'activité est intéressante. Cela devrait aider à mieux adapter aux besoins des entreprises les mesures de soutien durant la crise de la COVID-19 et dans les phases subséquentes. Il y a notamment un constat d'une certaine inadéquation entre les mesures gouvernementales qu'il faudra mieux adapter à la situation de chaque secteur d'activité, notamment à celui des arts et spectacles et à celui de l'industrie de l'humour en particulier.

Note : Cette note a été publiée le 15 octobre 2020.

À PROPOS DES AUTEURS

Frédéric Laurin, PhD est professeur en économie à l'École de gestion de l'Université du Québec à Trois-Rivières et chercheur à l'Institut de recherche sur les PME (INRPME).
frederic.laurin@uqtr.ca

François Brouard, DBA, FCPA, FCA est professeur titulaire en comptabilité et fiscalité à la Sprott School of Business, Carleton University et directeur fondateur du Sprott Centre for Social Enterprises / Centre Sprott pour les entreprises sociales (SCSE/CSES), co-fondateur du Groupe de recherche sur l'industrie de l'humour (GRIH) et membre de l'Observatoire de l'humour (OH) et chercheur collaborateur à l'Institut de recherche sur les PME (INRPME).
francois.brouard@carleton.ca

[suggestion pour citer ce document: Laurin, Frédéric, Brouard, François (2020). *Industrie de l'humour et l'après-COVID: Impacts économiques pour le secteur des arts et spectacles*, GRIH #2020-07NR, Note de recherche, Groupe de recherche sur l'industrie de l'humour (GRIH), Sprott School of Business, Carleton University, octobre, 11p.]

Copyright © 2020, Frédéric Laurin et François Brouard

Les opinions exprimées dans ce document ne représentent pas des positions officielles du Groupe de recherche sur l'industrie de l'humour (GRIH), de la Sprott School of Business, de Carleton University, de l'Observatoire de l'humour (OH), de l'École de gestion de l'UQTR, de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) et de la Fédération des chambres de commerce du Québec.

Bibliographie

- Laurin, F. (2020). *Enquête sur les impacts économiques sectoriels de la crise de la COVID-19 – Impact par secteur d'activité*, rapport de recherche, Institut de recherche sur les PME de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) et Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ), septembre, 53p.
- Statistique Canada (2018). *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) canada – 2017 version 3.0*. No 12-501-X, Ottawa : Statistique Canada, 14 septembre, 1127p. [En ligne] [<http://www150.statcan.ca/n1/fr/pub/12-501-x2016003-fra.pdf>] (10 octobre 2020)

Autres notes de recherche dans cette série sur l'après-COVID

- Brouard, François, Paré, Christelle. (2020). *Industrie de l'humour et l'après-COVID: Incertitudes et nouvelles normalités*, GRIH #2020-01NR, Note de recherche, Groupe de recherche sur l'industrie de l'humour (GRIH), Sprott School of Business, Carleton University, avril, 8p.
- Brouard, François, Paré, Christelle. (2020). *Industrie de l'humour et l'après-COVID: Gestion de crise*, GRIH #2020-02NR, Note de recherche, Groupe de recherche sur l'industrie de l'humour (GRIH), Sprott School of Business, Carleton University, avril, 4p.
- Brouard, François, Paré, Christelle. (2020). *Industrie de l'humour et l'après-COVID: Contexte pour l'industrie de l'humour et les arts de la scène*, GRIH #2020-03NR, Note de recherche, Groupe de recherche sur l'industrie de l'humour (GRIH), Sprott School of Business, Carleton University, avril, 10p.
- Brouard, François, Paré, Christelle. (2020). *Industrie de l'humour et l'après-COVID: Estimations du nombre de places dans les salles de spectacle*, GRIH #2020-04NR, Note de recherche, Groupe de recherche sur l'industrie de l'humour (GRIH), Sprott School of Business, Carleton University, mai, 9p.
- Brouard, François, Paré, Christelle. (2020). *Industrie de l'humour et l'après-COVID: Six mois d'expériences après le début de la pandémie*, GRIH #2020-05NR, Note de recherche, Groupe de recherche sur l'industrie de l'humour (GRIH), Sprott School of Business, Carleton University, septembre, 14p.
- Brouard, François, Pouliot, Joanne, Paré, Christelle. (2020). *Industrie de l'humour et l'après-COVID: Enjeux pour l'industrie*, GRIH #2020-06NR, Note de recherche, Groupe de recherche sur l'industrie de l'humour (GRIH), Sprott School of Business, Carleton University, octobre, 8p.
- Laurin, Frédéric, Brouard, François (2020). *Industrie de l'humour et l'après-COVID: Impacts économiques pour le secteur des arts et spectacles*, GRIH #2020-07NR, Note de recherche, Groupe de recherche sur l'industrie de l'humour (GRIH), Sprott School of Business, Carleton University, octobre, 11p.